Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1855.

Crédit provisoire de 3,383,774 francs, à valoir sur le Budget du
Département des Travaux publics pour l'exercice 1856.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La Chambre des Représentants est saisie, depuis le 6 février 1855, du projet de Budget du Département des Travaux publics pour l'exercice 1856. Les propositions qui ont été formulées à cette époque étaient essentiellement provisoires, surtout en ce qui concerne l'administration des chemins de fer, des postes et des télégraphes. Elles ont été présentées alors pour satisfaire aux prescriptions de la loi sur la comptabilité de l'État; mais le Département des Travaux publics a eu soin de faire remarquer, dans la note préliminaire au Budget, que des modifications devraient y être apportées au moment où elles seraient l'objet de l'examen des Chambres législatives.

Le travail de révision du Budget est terminé et soumis actuellement, en ce qui concerne les crédits nécessaires au service des chemins de fer, des postes et des télégraphes, au comité consultatif des chemins de fer institué au Département des Travaux publics. Quelque célérité que ce comité et, après lui, la Législature apportent à l'examen des propositions définitives des crédits pour l'exercice 1856, il est impossible que le Budget soit voté assez tôt pour que la marche d'aucun service ne soit entravée.

Dans cet état de choses, et pour que les Chambres législatives puissent examiner avec toute la maturité désirable le Budget du prochain exercice, le Gouvernement croit devoir solliciter, dès maintenant, un crédit provisoire de 3,383,774 francs. Cette somme, représentant le sixième du montant du Budget de 1855, servirait à pourvoir aux besoins du service pendant les mois de janvier et de février prochains, si, ce qui n'est pas probable, le Budget de 1856 n'était pas voté avant cette époque.

Le Ministre des Travaux publics,

A. DUMON.

PROJET DE LOI.

Léopold,

ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Travaux publics et des Finances ;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, à la Chambre des Représentants, par Notre Ministre des Finances :

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Ministère des Travaux publics un crédit provisoire de *trois millions trois cent quatre-vingt-trois mille sept cent soixante-quatorze francs* (3,585,774 francs), à valoir sur le Budget des Dépenses de ce département pour l'exercice 1856.

ART. 2.

La présente loi sera obligatoire le 1^{er} janvier 1856.

Donné à Laeken, le 14 décembre 1855.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Travaux publics,

A. DUMON.

Le Ministre des Finances,

MERCIER.